

ARRETE DU MAIRE N° 083/2022

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LA COMPAGNIE TERRITORIALE DE LA CIRCULATION ROUTIERE DU VAL-DE-MARNE (CTCSR94) DE LA PREFECTURE DE POLICE DE PARIS, PRES DU REVEILLON, DU 4 AU 8 JUILLET 2022 INCLUS, A L'OCCASION DE LA MANIFESTATION COMMUNALE « MAROLLES EN FETE »

Le Maire de la Commune de Marolles-en-Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-22, L.2212-5, L2313-6 ;

Vu les articles L 2125-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les articles L 113-2 et R 116-2 du Code de la voirie ;

Vu les articles L 3335-1 modifié, L 3334-2 modifié et L 3335-4 modifié du Code de la Santé Publique ;

Vu la délibération du conseil municipal du 29 juin 2017 approuvant l'adoption du règlement de voirie fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal,

Considérant la demande d'autorisation d'occupation du domaine public du Parc Urbain par la CTCSR94 de la Préfecture de Police de Paris, représentée par son chef de compagnie, Monsieur Thierry MEYER, en vue de la participation à la manifestation communale « Marolles en Fête », du 4 au 8 juillet 2022 inclus ;

Considérant qu'il convient de définir les conditions de ladite occupation du domaine public ;

ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Monsieur Thierry MEYER, chef de compagnie de la CTCSR94 de la Préfecture de Police de Paris, est autorisé à occuper temporairement le domaine public du Parc Urbain, situé rue du Faubourg Saint-Marceau, à Marolles-en-Brie, en vue de proposer un stand de prévention routière lors de la manifestation communale « Marolles en Fête », les :

- lundi 4, mardi 5, jeudi 7 et vendredi 8 juillet, de 15h à 20h
- mercredi 6 juillet, de 14h à 20h.

ARTICLE 2 : Le demandeur est responsable de tous les accidents ou dommages pouvant résulter de l'usage de l'autorisation accordée.

Il devra également se conformer aux prescriptions ci-après :

- garantir une voie de circulation pour les véhicules d'incendie et de secours,
- maintenir un passage d'au moins un mètre vingt pour permettre la circulation des personnes à mobilité réduite et des piétons sur le domaine public.

Tous les regards ou bouches à clefs des concessionnaires devront être accessibles à tout moment.

L'installation ne comportera aucun ouvrage susceptible de modifier l'assiette du domaine public.

Il devra enlever tous papiers, détritiques, déchets, y compris les mégots, qui viendraient à être jetés ou abandonnés par ses visiteurs. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais de celui-ci.

En outre, il devra mettre en place tous dispositifs et aménagements liés au protocole sanitaire en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est consentie à titre gracieux. Elle est nominative et donc pas cessible. Elle est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect de la réglementation en vigueur.

Elle est valable à titre précaire pour la date et le lieu figurant ci-dessus.

Le demandeur devra être en possession de la présente autorisation, pour présentation à toute réquisition de l'autorité compétente.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera transmis :

- Au Commissariat de Police de Boissy-Saint-Léger,
- A l'intéressé.

Fait à Marolles-en-Brie, le 27 juin 2022,



Alphonse BOYF
Maire de Marolles-en-Brie

Le présent acte est susceptible d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.